

Inter Pares

B U L L E T I N

Vol. 18, N^o. 3, juin 1996

Transformation rurale : *crise et possibilités*



Bruce Paton

Un jeune homme dans un bidonville : à Manille, à Harare, à Dacca ou à Lima ? Peu importe. Il assure sa subsistance en revendant des objets tirés des ordures. C'est un garçon brillant, énergique et, contrairement au stéréotype des enfants d'un bidonville, il sourit, affichant sa bonne humeur. Interrogé sur son origine, il répond qu'il vient de la campagne. Y retournerait-il ? Il rit : «Et pour quelle raison ? Il n'y a plus rien pour moi là-bas. Ici, j'ai la chance de gagner de l'argent et d'améliorer ma vie.»

Se peut-il que l'on préfère vivre des maigres profits de la vente quotidienne d'ordures recyclées, en ville, plutôt que de l'exploitation de la ferme familiale traditionnelle à la campagne ? Pour beaucoup trop de jeunes gens, la réponse est «oui».

Nous avons beau idéaliser la vie des populations rurales et leur attachement à l'agriculture et à la terre, la réalité est tout autre pour des millions de gens. De plus en plus, les terres rurales ne sont plus en mesure de soutenir les paysans qui arrivaient, naguère, à tirer au moins quelque subsistance dans les communautés agricoles. Ces communautés se voient affaiblies alors que leurs infrastructures locales se détériorent, et que les producteurs locaux sont forcés de se déplacer en raison de l'importation à bon marché de denrées ou d'autres produits manufacturés. De plus, la propriété des terres se retrouve de plus en plus concentrée en grande partie entre les mains des grandes sociétés agro-exportatrices.

Cette situation pose de graves dilemmes : les liens avec la tradition agricole sont rompus, et les administrations des nouvelles villes champignons vivent cette rupture comme une crise. Mais, est-ce vraiment une crise pour les paysans ? Ou s'agit-il d'une autre transition à laquelle ils s'adaptent à leur manière, en fonction de leurs intérêts ?

La vie rurale idyllique relève du mythe. Depuis les débuts de la période coloniale, les paysans ont été asservis bien plus à la tyrannie de la terre qu'à ses bienfaits. Appauvris, brutalisés et traités en esclaves, ils se sont fait voler le surplus du fruit de leur labeur, en retour de conditions sordides et d'une espérance de vie raccourcie.

Quand un paysan se déracine pour échapper à la tyrannie de la terre, c'est parce que, dans la balance, les possibilités d'avenir à la ville pèsent plus lourd que les liens à sa communauté rurale. L'attrance de la ville, autant que la fuite de la pauvreté, motivent les gens à abandonner la terre. Une solution sérieuse au phénomène de la déruralisation exige beaucoup plus que de simplement rendre la tyrannie et l'asservissement plus tolérables. C'est à la tyrannie elle-même qu'il faut s'attaquer. Nous ne pouvons plus prétendre qu'il soit acceptable, et encore moins désirable, de continuer l'assujettissement à un mode de subsistance féodal. Il convient donc de promouvoir une transformation radicale de la ruralité, afin d'assurer à tous les paysans leur dignité et un niveau de vie décent, de manière à refaire un tissu

humain et un milieu où il fait bon vivre et élever sa famille, un milieu où les enfants voudront demeurer en grandissant.

Cela signifie, au chapitre des solutions : offrir un encadrement légal à la propriété terrienne et aux pratiques des grandes sociétés, soutenir les petits cultivateurs pour qu'ils s'adaptent aux nouvelles réalités afin de rentabiliser leurs fermes. Cela signifie aussi accepter qu'avec le développement de l'agriculture, et avec le changement des conditions dans lesquelles elle est pratiquée, les paysans seront plus nombreux à quitter leurs terres, à devoir trouver d'autres formes de travail leur permettant de demeurer dans leurs villages et de contribuer à leur développement. Cela signifie investir dans l'infrastructure rurale : électricité, routes, téléphone, eau, écoles et services de santé. Cela signifie promouvoir des politiques gouvernementales visant l'approvisionnement des marchés locaux en biens et en denrées locales ; soutenir en milieu rural l'implantation d'industries susceptibles de fabriquer ces produits, de les transformer et de fournir des emplois aux travailleurs non agricoles.

Finalement, cela signifie répondre aux besoins des paysans décidés à s'établir à la ville, pour qu'eux aussi aient des possibilités d'avenir au plan économique et qu'ils jouissent de leur statut de citoyens à part entière.

Ce programme ne sera pas facile à réaliser. Mais on ne peut s'en tirer à moins, si l'on veut préserver la ruralité et la développer. Ce mouvement est amorcé à travers le monde, grâce à l'action et aux pressions des nombreuses organisations affairées à faire avancer la justice sociale et à transformer le milieu rural. Ce numéro du *Bulletin* présente quelques exemples de ce genre d'action appuyée par Inter Pares.

Profit et destruction

Dans l'État de Tamil Nadu, en Inde, Jagannathan et Krishnammal, deux militants engagés, ont mis sur pied une coalition nationale de citoyens contre la production industrielle de la crevette. Agé de 83 ans, Jagannathan, qui s'est joint au mouvement de Gandhi durant son adolescence, a plaidé la cause de la coalition et obtenu en cour une injonction interdisant toute expansion nouvelle de cette industrie. Les producteurs de crevettes ayant passé outre à l'injonction, Jagannathan et Krishnammal ont organisé une manifestation. Arrêté, Jagannathan a immédiatement commencé une grève de la faim. Après sa libération, lui et Krishnammal ont entrepris partout en Inde d'aider les communautés côtières à organiser la résistance contre l'industrie de la crevette.

En Malaisie, 33 agriculteurs ont été arrêtés et emprisonnés une semaine parce qu'ils avaient tenté d'empêcher le gouvernement de s'approprier leurs terres, qu'il voulait céder au bénéfice d'un projet de production de crevettes financé par des investisseurs d'Arabie saoudite.

Au Bangladesh, une jeune femme nommée Karunamoyee Sardar a été abattue par balle lors d'une manifestation contre l'établissement d'une industrie de production de crevettes

dans son village. À ce jour, personne n'a été inculpé.

Voilà quelques-uns des incidents rapportés à une rencontre internationale tenue il y a plusieurs mois au Bangladesh. Venus de l'Inde, de la Malaisie, de la Thaïlande et du Bangladesh, des militants et militantes ont discuté des répercussions de l'industrie de la crevette sur leurs communautés et ont échangé de l'information sur les façons de résister dans les villages.

Autrefois, on pêchait la crevette en mer ; aujourd'hui, elle est élevée dans de vastes étangs commerciaux aménagés le long des côtes. Alimentée d'énormes profits, cette industrie – l'aquiculture – connaît une croissance phénoménale. Plus de quatre-vingt pour cent de la production mondiale des crevettes destinées à l'exportation vers le Japon, l'Amérique du Nord et l'Europe provient d'Asie.

Or, ce sont les communautés locales qui font les frais de l'implantation de l'aquiculture. Les régions côtières ont été privatisées, les gens, dépossédés de leurs terres. L'eau salée des bassins aquicoles cause des dommages irréversibles en s'infiltrant dans les sols où elle empoisonne les sources d'eau potable. La mangrove des régions côtières

est rasée à un rythme effarant. En Thaïlande, par exemple, plus de 60 % des forêts de mangrove ont cédé la place à l'aquiculture industrielle de la crevette. Au Bangladesh, où la terre agricole est la principale ressource productive, l'industrie de la crevette a engendré de violents conflits avec les propriétaires terriens des régions côtières qui tentent de conserver leurs biens; au cours des cinq dernières années, ces conflits ont fait plus de 100 victimes.

Les participants à la rencontre au Bangladesh ont conclu que l'industrie aquicole de la crevette ne contribue pas au développement économique rural. Au contraire : elle prive les villages de leurs ressources et ne bénéficie qu'aux puissants exportateurs branchés sur les marchés internationaux.

Dans tous les pays d'Asie, ou presque, les communautés s'organisent pour résister à cette industrie et en contrer l'expansion; les militants réunis au Bangladesh se sont engagés à promouvoir les initiatives régionales en ce sens. Car, le foyer de résistance réside dans chaque village, là où des gens tels Jagannathan et Krishnammal savent pertinemment qu'il existe d'autres moyens, plus appropriés, pour développer leurs villages.

La promotion de la réforme agraire

Bangladesh, la fertilité des sols, conjugué aux pluies abondantes, constitue un potentiel agricole considérable. Toutefois, un problème majeur en entrave l'exploitation : le rapport entre l'agriculteur et la terre qu'il cultive. En effet, les terres arables appartiennent en grande partie à des propriétaires terriens absents, qui louent leurs terres à des métayers qui sont peu motivés à améliorer les méthodes de culture et de gestion agricole.

Autre problème majeur afférent aux droits de succession : le morcellement de la propriété. Comme les avoirs fonciers passent aux mains des héritiers mâles, les familles rurales en sont progressivement réduites à exploiter des lots toujours plus petits et plus éparpillés. Mais, il y a pire : les bénéfices d'exploitation diminuant,

les familles ont de plus en plus de difficulté à joindre les deux bouts. Au cours des dernières décennies, le gouvernement a pratiquement ignoré le secteur agricole, ainsi que la nécessité de mettre en oeuvre des politiques en matière de réforme agraire reliées à la propriété foncière, au crédit, à la fixation des prix et à la mise en marché.

Vers la fin des années 80, des ONG du Bangladesh ont fait front commun et ravivé le débat sur la réforme agraire. Regroupés au sein de la *Association of Land Reform and Rural Development* (ALRD), ils se sont penchés sur les problèmes de développement rural et la promotion de programmes de réforme agraire. Aujourd'hui, ALRD joue un rôle de premier plan dans le lobby pour la transformation rurale. Elle participe



David Barbour, CIDA

également à des projets de formation, de recherche, de publication et de développement de politiques. Avec l'appui d'Inter Pares, ALRD a récemment organisé un colloque national sur la réforme agraire, auquel ont participé des ONG et des chercheurs, des représentants gouvernementaux et d'importants politiciens. Par son action, ALRD a repositionné la réforme agraire au titre de composante essentielle, dont la politique de développement du Bangladesh devra tenir compte.

Bâtir l'économie rurale

Au Guatemala, 94 % des travailleurs agricoles sont pauvres. Avec le salaire agricole minimum, il est impossible d'assurer la subsistance d'une famille. En outre, les travailleurs reçoivent souvent moins de la moitié du minimum légal, et les travailleuses, la moitié moins pour le même travail. En même temps, en milieu rural, de plus en plus de gens cherchent du travail, parce que les paysans sont de plus en plus nombreux à perdre ou à abandonner leur terre, incapables d'en tirer leur subsistance et celle de leur famille. Sans compter les grands propriétaires terriens, qui laissent de plus en plus leurs terres en friche ou cultivent aux fins d'exportation des produits nécessitant beaucoup de capitaux et moins de main-d'oeuvre. De plus, au lieu d'investir leurs profits dans l'industrie locale ou dans la transformation, ils les exportent ou s'en servent à des fins spéculatives, de sorte que la création d'emploi est en baisse dans les campagnes.

COJUPO (Coordination juridique populaire) regroupe des avocats qui aident les autochtones et les paysans à faire valoir leurs droits de propriété ou à obtenir de justes conditions agricoles et salariales. Avec l'appui d'Inter Pares, COJUPO aide les groupes locaux qui vivent un conflit de travail, ou qui désirent revendiquer des titres de propriété, à se servir des instruments juridiques pour résoudre leurs difficultés.

Les avocats de COJUPO savent que les problèmes des communautés rurales du Guatemala sont complexes et que la lutte des paysans, des travailleuses et des travailleurs agricoles pour avoir une vie décente doit être menée au niveau local, national et international.

COJUPO réalise que la revendication des titres de propriété pour quelques paysans n'est que la pointe de l'iceberg. La propriété foncière ne peut à elle seule entraîner le changement. Antonio Argueta, président de COJUPO, rappelle : « Nous nous battons pour la terre; c'est la plus grande lutte de l'histoire du Guatemala, et tout le reste en dépend. Mais l'enjeu n'est pas que chacun obtienne son petit lopin de terre. Cela ne suffira pas : le Guatemala est un pays complexe sur le plan géographique et social. Toute solution, quelle qu'elle soit, dépasse et englobe la question de la terre.»

Selon Argueta, dans certaines régions, il faut améliorer les routes et les

techniques agricoles; dans d'autres, où l'agriculture est moins viable, il faut implanter des industries de transformation. Pour créer et maintenir des économies rurales, qui sont viables et susceptibles de répondre aux besoins de tous les Guatémaltèques, le gouvernement doit, au moyen de politiques spécifiques, promouvoir l'investissement dans l'agriculture et dans l'industrie rurale et faire respecter les droits des travailleurs et travailleuses agricoles.

Le gouvernement, qui protège les intérêts des grands propriétaires fonciers et des investisseurs étrangers, est peu enclin à discuter de cette approche. COJUPO poursuit son travail auprès des communautés locales en quête de terres et de salaires décents. En même

temps, il tente de susciter un dialogue national en profondeur sur tout ce qui a rapport à la propriété terrienne, à l'exploitation agricole et à l'économie rurale.



José Ángel Rodríguez

Vers une agriculture viable

Depuis maintenant de nombreuses années, UBINIG, une ONG de développement du Bangladesh, travaille avec les paysannes à répondre à leurs besoins économiques et sociaux et à promouvoir les soins de santé. Ce faisant, UBINIG a mis le doigt sur l'une des principales préoccupations des paysannes : les effets des pesticides sur la santé de leurs familles. Pour analyser ce problème, UBINIG s'est penché sur le rôle des femmes dans l'agriculture. Cette étude forme maintenant la base d'une approche innovatrice pour transformer les pratiques agricoles de milliers de familles paysannes au Bangladesh.

La «révolution verte» et ses technologies ont rendu les agriculteurs de plus en plus dépendants de semences, fertilisants et pesticides importés ainsi que de coûteux systèmes d'irrigation. Si ces méthodes ont favorisé, à court terme, une augmentation de la production, elles ont également entraîné des conséquences négatives. Ainsi, les femmes ont été écartées de la sélection et du stockage des semences entre les saisons, et leurs connaissances, accumulées depuis des générations, risquaient d'être perdues. Constatant l'empoisonnement progressif des terres, les agricultrices ont conclu que l'utilisation de pesticides avait une incidence sur les problèmes de santé. En outre, l'économie agricole s'était modifiée : les agriculteurs devenaient dépendants des pesticides et fertilisants, pro-

voquant une hausse des coûts que beaucoup étaient incapables d'absorber avec seulement la vente de leurs récoltes.

De concert avec les communautés agricoles, UBINIG a favorisé l'utilisation de méthodes non chimiques et la fabrication de fertilisants organiques avec des plantes indigènes possédant des propriétés antiparasitaires naturelles. Afin d'atténuer les dommages causés par les pesticides, UBINIG a introduit la rotation des cultures et la culture intercalaire. Il a créé un centre de traitement des semences pour encourager les femmes à sélectionner et à échanger des variétés locales. Grâce à de nouvelles méthodes, l'irrigation dépend moins qu'avant de la nappe phréatique. Ces mesures ont réduit la nécessité d'importer des produits coûteux; l'agriculture est alors devenue viable, le coût des intrants ayant baissé. Les nouvelles façons de faire se sont répandues de bouche à oreille. Déjà en 1996, 12 villages s'étaient déclarés *Nayakrishi Gram*, c'est-à-dire pratiquant une agriculture sans produits chimiques. L'approche a soulevé l'intérêt des agriculteurs et des scientifiques agricoles, au Bangladesh comme ailleurs en Asie.

À long terme, UBINIG espère bâtir un réseau national de familles agricoles qui partageront leurs expériences et leurs connaissances, et promouvoir des politiques viables de développement rural auprès du gouvernement.

Apprendre dans l'action

Les micro-entreprises sont de très petites organisations qui exigent peu de capital de démarrage et dont la main-d'œuvre se limite presque toujours à la famille. Elles peuvent offrir soit du transport local par charrette familiale, soit la fabrication d'un vêtement, ou encore, un service de cordonnerie sur la place du village. Composante vitale de toute économie locale, la micro-entreprise est créée par des gens désireux de gagner leur vie et celle de leur famille.

La plupart des agences internationales, et Inter Pares compte parmi elles, ont appuyé des organismes et des groupes locaux qui font la promotion des micro-entreprises. Beaucoup ont été couronnées de succès, mais, fragiles, elles restent sensibles aux variations, même minimales, du coût des intrants et au prix obtenu sur le marché pour leurs produits. Main-d'œuvre invisible des micro-entreprises familiales, les femmes et les enfants ont peu ou aucune influence sur l'utilisation des revenus. Invitées

à s'associer à la micro-entreprise pour générer un revenu additionnel, les femmes ne voient jamais leur lourd fardeau familial être allégé en contrepartie. En fin de compte, elles travaillent davantage pour peu de bénéfices. Par ailleurs, le crédit nécessaire au démarrage d'une micro-entreprise constitue souvent une dette. Il n'est donc pas inhabituel de voir une famille entrepreneuse déjà pauvre chercher un autre emploi ou emprunter davantage afin de réussir à rembourser le prêt initial de la micro-entreprise, qui serait autrement incapable de s'autofinancer.

Outre cela, les institutions financières internationales et les grandes puissances économiques contribuent à éroder chez les citoyens de tous les pays la capacité à exercer un certain contrôle sur leur environnement et à gagner leur vie. Sans compter les coupures draconiennes que les gouvernements ont presque toutes effectuées dans l'infrastructure sociale et économique pour tant nécessaire au développement des

petites et micro-entreprises.

Cette année, en association avec 20 agences du Canada et du Sud regroupées à l'initiative du Conseil canadien pour la coopération internationale, Inter Pares fera l'analyse de ces problèmes et tentera de leur trouver des solutions. Quels programmes et quels règlements faut-il mettre en place, dans chaque pays et sur le plan international, pour que les gens travaillent, bâtissent leur avenir, subviennent aux besoins de leurs familles et participent à la vie de leur village ? Quels gestes les organismes nationaux et internationaux doivent-ils poser pour favoriser la création de micro-entreprises viables, dans lesquelles les rapports de pouvoir et de genre sont transformés et pour réduire l'injustice économique ? Voilà deux des questions que nous examinerons dans ce processus mutuel d'apprentissage et d'action avec nos collègues du Canada et du Tiers-monde, ainsi qu'avec ceux et celles avec qui nous travaillons en Afrique, en Amérique latine et en Asie.

Des solutions de rechange...

Dans un document d'orientation intitulé «Réforme agraire et développement rural» et publié en 1995, le Philippine Peasant Institute décrit la réalité des paysans et propose une formule de rechange :

«L'inflation galopante, le rationnement du riz, l'importante migration de la campagne vers la ville : autant de miroirs de cet exode de la campagne causé par le départ massif de paysans qui désertent leurs terres et les régions côtières, en quête de moyens de subsistance (...)

Comme la valeur en capital des terres excède de beaucoup leur valeur en tant que moyen de production (...) la répartition des terres ne peut pas, à elle seule, favoriser l'égalité des chances et la justice pour les pauvres. Dans les conditions actuelles, elle serait non viable parce qu'elle n'empêcherait pas les paysans qui pratiquent l'agriculture

de subsistance de perdre encore une fois leurs terres. De plus, la crise sociale ne peut que s'aggraver à mesure que l'industrialisation marginalise les paysans. D'où la nécessité d'une réforme fondamentale de l'agriculture, un processus continu qui inclut une transition vers l'implantation d'industries rurales et agricoles appropriées et d'agriculture diversifiée (...)

L'agriculture se trouve à la croisée des chemins. L'un mène à la croissance basée sur le commerce d'exportations, prisé de toutes parts, où l'agriculture joue un rôle majeur dans la production de commodités 'gagnantes', faisant fi de réforme agraire et de préoccupations environnementales afin d'attirer les capitaux et les investissements tant nécessaires. L'autre chemin, moins fréquenté, modernise l'agriculture en passant par un processus de redistribution qui comprend un

programme complet de réforme agraire et la création d'emplois non agricoles. Cette option, véritable solution de rechange, nécessite l'intervention directe du gouvernement et l'action soutenue des groupes de citoyens, car il s'agit d'investir dans les gens, les communautés et l'emploi. »



Yves Dubé, Terra Promessa

